

---

**Jeunes en « difficulté » :  
les malentendus de l'engagement**

---

**Chantal de LINARES<sup>1</sup>**

**E**MPLOYER l'expression « jeunes en difficulté » pour désigner certains jeunes, c'est user d'un pléonasme ou bien d'une expression trop vague pour comprendre de qui il s'agit. Un pléonasme en effet, parce que bien souvent, plutôt qu'une tranche d'âge qui irait de 12 à 30 ans environ, le terme « jeunes » renvoie déjà dans l'usage à ceux que la société peine à intégrer, à ceux qui mettent en difficulté les institutions et les adultes. Classifierait-on un jeune cadre supérieur de 28 ans dans « les jeunes » ? L'usage de la catégorie « jeune » a peu à peu imposé des représentations plutôt négatives, autour des « cités », des « quartiers », de la délinquance, de la toxicomanie, de la « galère ». Autant dire que se décline un catalogue à la Prévert. Quoi de commun entre des adolescents en échec

---

<sup>1</sup> Chargé d'études et de recherche, INJEP. Ce texte rend compte du travail réalisé dans l'atelier n° 2 de l'université d'été animé par Chantal de Linares. Il prend appui sur des apports d'auteurs ou des témoignages qui s'inscrivent dans la problématique de l'atelier et rejoignent les contributions de ses membres. Il réunissait les intervenants suivants : Patrick Berthelot, formateur, académie de Créteil, Mustapha Dassi, Association pour le développement des initiatives citoyennes et européennes (ADICE), Roubaix, Sylvane Fanjul, formateur, académie de Créteil, et Stéphane Méterfi, président de l'association Débarquement jeunes, Rouen. Précisons que Bernard Deljarrie de la fondation Dexia devait intervenir, excusé, il avait fait parvenir des documents.

scolaire et un jeune chômeur qui a fait une succession de stages sans pour autant décrocher un « vrai boulot »? Quoi de commun sinon cette ou ces difficultés qu'ils rencontrent à réaliser des parcours qui les mèneraient, après une scolarité sans histoire et des études moyennes ou supérieures, à l'accès à un emploi, à s'installer dans un logement autonome? Car, il n'y a pas si longtemps, les indicateurs de l'entrée dans la vie adulte, de l'intégration sociale des jeunes, étaient bien ceux-ci : fin des études courtes ou longues, accès à l'emploi, mise en couple et décohabitation familiale. L'échec scolaire n'était pas forcément un échec social, les jeunes de milieu populaire entraient au travail plus tôt que les jeunes de leur génération de milieu privilégié, mais se voyaient reconnus plus tôt comme adultes<sup>2</sup>. Leur vie pouvait être structurée et trouver son sens dans des engagements et des luttes collectives au sein des syndicats ou des associations. Classiquement, la petite délinquance trouvait sa résolution dans la mise au travail et par l'entrée en couple.

### **Des jeunes aux avant-postes des transformations sociales**

Lorsque la situation des jeunes a commencé à devenir vraiment préoccupante, on a pensé qu'après la « crise » les jeunes retourneraient au travail et que leur situation se stabiliserait à nouveau. C'était bien la vision de Bertrand Schwartz qui avait envisagé les missions locales comme expérimentales, implicitement transitoires, le temps que la « crise » se résorbe. On a d'abord fait le constat d'un « allongement de la jeunesse<sup>3</sup> » et puis, peu à peu, celui d'un « décrochage » de la part de certains dont la jeunesse se prolongeait de plus en plus sous le signe de l'indétermination, d'une station trop longue dans la file d'attente du chômage. Mais au fil du temps, après deux décennies, on a cru de moins en moins en la fin de la « crise », dont on a compris qu'elle était structurelle. On a peu à peu pris conscience aussi que la gestion de cette crise reposait sur une organisation de la société telle que les plus jeunes, les plus fragiles, les moins dotés en ressources notamment scolaires paraissaient emblématiques d'une situation décrite par un travail, mené au milieu des

---

<sup>2</sup> Commissariat général du Plan, *Jeunesse, le devoir d'avenir*, *op. cit.*

<sup>3</sup> GALLAND O., CAVALLI O., *L'allongement de la jeunesse*, *op. cit.*

années quatre-vingt, *Le sort tomba sur le plus jeune*<sup>4</sup>. La courte paille ne désigne-t-elle pas en effet le condamné sacrifié pour que ses aînés survivent? Ainsi en est-il dans la chanson. Ainsi en serait-il également des plus jeunes, destinés à payer au prix fort les transformations économiques et sociétales qui bouleversent le monde actuel. Nous prenons de plus en plus conscience, en effet, que nous avons affaire à des transformations profondes de nos modes d'organisation économiques, financiers, qui touchent au socle même de ce qui a fait le pacte social des Trente Glorieuses : l'organisation du travail et la protection sociale qui y est attachée. Mais ce qui commence aussi à apparaître comme un choix de société « à vrai dire, sans doute sans intention », aurait dit Kant évoqué par Louis Chauvel<sup>5</sup>, c'est bien que ce sont les jeunes qui, de fait, sont aux avant-postes pour expérimenter les caractéristiques nouvelles de l'organisation sociale : flexibilité, précarisation des emplois, insécurité devant l'avenir, fragilisation du système de protection sociale, diversification des parcours. Même si nous sommes dans une société où chacun est individuellement incité à « réussir » sa vie, assumer son autonomie, ses choix personnels<sup>6</sup>, même si trop souvent nous avons tendance collectivement à renvoyer aux « jeunes en difficulté » la responsabilité de leur échec, il faut nous rendre compte qu'il s'agit bien d'une société qui a fait porter aux générations nouvelles les effets de ces transformations<sup>7</sup> et particulièrement aux plus exposés au sein de ces générations.

### **Des évolutions dans les formes d'engagement**

Ces jeunes qui se retrouvent aux avant-postes des bouleversements structurels ne sont-ils pas en même temps obligés d'expérimenter des modes de vie, des modes d'être ensemble, des modes d'engagement qui peuvent apparaître comme nouveaux pour des générations ancrées dans la croyance au progrès,

---

<sup>4</sup> GUÉRIN C., *Le sort tomba sur le plus jeune*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle en sociologie, sous la direction de Louis-Vincent Thomas, université Paris V, René-Descartes, 1987.

<sup>5</sup> CHAUVEL L., « La rupture du pacte générationnel », *POUR*, n° 177, mars 2003.

<sup>6</sup> ERHENBERG A., *La fatigue d'être soi*, Odile Jacob, Paris, 1999.

<sup>7</sup> Voir le rapport du Commissariat général du Plan, *Jeunesse, le devoir d'avenir*, *op. cit.* et CHAUVEL L., *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XX<sup>e</sup> siècle*, coll. « Le lien social », Presses universitaires de France, Paris, 2002.

socialisées par le travail et des institutions contestées mais légitimes? Certains observateurs comme Jacques Ion<sup>8</sup> font le constat que les formes de l'engagement sont en voie de transformation. *A fortiori* ne peut-on considérer qu'au sein des générations nouvelles, ceux dont l'horizon est le plus incertain ne peuvent s'engager au sens d'engager leur personne, leur temps, leur conviction dans une ou des actions à l'instar de ceux des générations antérieures qui trouvaient, notamment dans le monde du travail, un cadre collectif de références, un sens à leur action partagée, une sécurité dans leur parcours? On ne s'étonnera donc pas de retrouver chez les jeunes en difficulté certaines caractéristiques assez marquées chez eux, de ces modes nouveaux de militance et d'engagement relevés par Jacques Ion: horizontalité des rapports plutôt que verticalité et centralité, affranchissement des appartenances, affranchissement des modalités de fonctionnement de la démocratie représentative.

Horizontalité des rapports: les jeunes, en effet, ne se reconnaissent pas dans les grands réseaux constitués, comme les syndicats par exemple, et se mobilisent selon une logique qui peut aller jusqu'au simple «bouche à oreille» (manifestations spontanées, délégations improvisées chez les décideurs locaux). «Affranchissement<sup>9</sup>» des appartenances: les jeunes se retrouvent au sein de groupes affinitaires plutôt que dans des mouvements constitués sur des idéologies fortes et messianiques. C'est le cas, par exemple, de groupes engagés dans la reconnaissance de pratiques culturelles (rap, hip-hop, techno), de certains groupes mobilisés pour l'accès à des équipements. C'est le cas aussi de ceux dont les revendications (lutte contre les discriminations, lutte contre le chômage, solidarité...) pourraient laisser penser qu'ils vont se tourner vers une attitude politique. Ils forment souvent des mouvances locales, quelquefois éphémères, et refusent de s'inféoder à des partis. Affranchissement des modalités de fonctionnement de la démocratie représentative: il s'agit là d'une véritable rupture culturelle dans la vie associative. Les jeunes sont «témoins» plutôt que représentants légitimes, reconnus voire élus par leurs pairs. Pour des interlocuteurs nourris par une tradition où la repré-

---

<sup>8</sup> ION J., *La fin des militants*, op. cit.

<sup>9</sup> Nous reprenons le terme employé par Jacques Ion, mais dans le cas des jeunes dont il est question, on pourrait parler de méconnaissance complète ou de refus.

sentativité est un gage de vie démocratique, le dialogue est difficile avec des jeunes qui forment des groupes fragmentés, en rivalité pour conquérir des zones d'influence dans la vie locale. Les élus locaux, les responsables associatifs, les responsables d'équipements peuvent ainsi se sentir piégés par des groupes dynamiques qui investissent des espaces de pouvoir et passent outre des critères de « vraie » représentativité.

Ces difficultés pour savoir qui les jeunes « représentent », au nom de qui ils parlent, sont redoublées par leur refus des règles administratives et formelles, de tout ce qui peut être par trop institué (dépôt de statuts associatifs, conseil d'administration, assemblée générale...). C'est pourquoi l'engagement des jeunes passe très souvent par des groupes informels, hors contraintes, ayant une durée de vie limitée, et des revendications immédiates, faiblement inscrites dans de véritables projets politiques. On retrouve là ces mouvances locales évoquées plus haut, ces groupes qui restent ainsi à la lisière du politique. Il est vrai que les comportements des jeunes ne débouchent pas sur une revendication commune et une conscience collective du milieu, même si les arguments mobilisés dans leurs discours n'en sont pas très éloignés. Ils se révoltent contre leurs conditions de vie, l'inégalité des chances à l'école et l'inaccessibilité des espaces d'activités et de loisirs, mais cette attitude ne suffit pas pour qu'un mouvement politique<sup>10</sup> émerge. S'il ne s'agit pas de mouvement politique, on a toutefois affaire à une mobilisation dynamique. Fluctuante, toutefois, et l'on a pu parler à ce propos de « zapping ». Mais les jeunes dont la situation est précaire peuvent-ils s'inscrire dans une temporalité linéaire, dont l'horizon est synonyme de progrès et d'espoir, alors que leur expérience quotidienne est celle de la stigmatisation, d'échecs successifs et d'un horizon incertain ?

### **Des malentendus**

Ces modes de mobilisation juvéniles sont souvent source de conflits entre jeunes et institutions. Celles-ci reprochent aux jeunes de refuser un certain nombre de normes nécessaires à la

---

<sup>10</sup> POYRAZ M., « Jeunes et équipements socioculturels », *AGORA Débats/Jeunesse*, n° 32, 2<sup>e</sup> trimestre 2003.

vie démocratique. De leur côté, les jeunes ont l'impression qu'on ne prend pas en compte leur envie que «les choses bougent vite». Les malentendus peuvent ainsi se multiplier. D'autant que l'injonction à s'engager, à participer vient essentiellement des acteurs publics. À l'instar des habitants des quartiers de la politique de la ville, les jeunes des quartiers populaires plus que les autres sont soumis à des injonctions de citoyenneté active, de participation. Or ce sont ces jeunes justement qui, considérant que «les choses» (précarité, pauvreté, respect de leur dignité) ne bougent pas assez vite, manifestent leur perte de confiance, voire leur méfiance vis-à-vis des institutions, de la sphère publique et surtout de la vie politique. Il en est de même dans l'univers scolaire: les élèves qui mettent en échec l'institution scolaire ont perdu confiance dans l'engagement supposé de l'institution à leur garantir un avenir solide. Deux types de décalage, entre autres, peuvent expliquer ces malentendus: les enjeux qui diffèrent entre jeunes et adultes, les engagements qui n'ont pas forcément la même légitimité pour les uns et pour les autres.

### **Des enjeux différents**

Explorer les enjeux que représentent initiatives, actions, adhésions pour les jeunes et pour les adultes peut être révélateur des références différentes qui les séparent. Si des jeunes au sein d'un groupe informel ont besoin d'un local, il leur faut souvent, à la demande de leurs interlocuteurs publics, présenter un projet très structuré, cohérent avec la politique municipale, alors que, pour ces jeunes, l'enjeu c'est d'abord de conforter une sociabilité de groupe. De la même façon, l'institution scolaire ou d'autres institutions éducatives peuvent envisager certains modes de mobilisation au sein d'un collège par exemple, la délégation de classe, ou la prise en charge d'un journal de classe, ou encore d'une association, comme un «engagement thérapeutique<sup>11</sup>». L'enfant ou le jeune comblerait son déficit de socialisation en prenant des responsabilités, en se soumettant aux normes d'un groupe supervisé par un cadre

---

<sup>11</sup> Intervention de Patrick Berthelot et de Sylvane Fanjul. Les institutions qui envisagent un engagement comme thérapeutique pour l'enfant ou l'élève considèrent celui-ci comme en déficit.

institutionnel. Il intégrerait ainsi mieux l'éthos scolaire, alors que l'enjeu pour lui peut être bien ailleurs : apparaître différent aux yeux des autres, devenir important au sein de la communauté scolaire, voire acquérir une véritable existence sociale. C'est aussi le cas des groupes qui cherchent une reconnaissance identitaire collective. La voie est bien étroite pour les jeunes qui s'engagent. Faire reconnaître un groupe hip-hop peut être considéré comme une manière de favoriser un ghetto culturel mais, à l'inverse, accepter de rentrer dans une logique de reconnaissance de la part des institutions en devenant professeur ou animateur de danse hip-hop, en MJC ou dans un groupe de quartier, peut apparaître comme une trahison aux yeux des jeunes attachés à la pratique de rue des « battles », pratique éloignée des références artistiques et chorégraphiques de la danse. Ces jeunes refusent tout compromis avec la danse chorégraphiée et les normes esthétiques intégrées par les animateurs. Ils considèrent qu'il s'agit alors d'une dérive du mouvement hip-hop<sup>12</sup>.

### **Des engagements plus ou moins légitimes**

L'engagement doit avoir une valeur, une valeur sociale, une valeur partagée. Or, aux yeux des institutions, certains engagements semblent avoir plus de valeur, être plus légitimes que d'autres. Les jeunes peuvent avoir ainsi l'impression que « leur culture » n'a pas valeur d'engagement. L'humanitaire, le caritatif sont reconnus et valorisés, mais la culture de rue doit tendre à devenir une pratique artistique pour être tout à fait reconnue. L'engagement autour des loisirs, des vacances, hors du cadre institutionnel, proche du consumérisme peut être suspect. L'association Vacances ouvertes, lorsqu'elle a proposé des programmes de départs autonomes pour des jeunes en difficulté, a dû convaincre que partir en vacances, non seulement était un droit, mais aussi revêtait, à certaines conditions, une valeur d'émancipation, d'éducation à l'autonomie, et représentait un engagement dans un projet.

---

<sup>12</sup> FAURE S., GARCIA M.-C., *Danses des villes et danses d'école: le hip-hop*, rapport de recherche financée dans le cadre de l'appel d'offres interministériel « Cultures, villes et dynamiques sociales », novembre 2002.

D'autres formes d'engagement ne sont pas du tout reconnues, voire entrent en contradiction avec les attentes des adultes vis-à-vis des jeunes et des institutions. Ainsi, l'institution scolaire attend des jeunes qu'ils «s'engagent» dans leurs études. Or des jeunes ont des responsabilités familiales qui sont de vrais engagements, certaines filles «tiennent» littéralement la maison, certains garçons gèrent leur famille, sont attentifs à la scolarité des petits frères. Les observateurs ou les militants des quartiers populaires, certains enseignants tentent de faire connaître et reconnaître ces engagements individuels, discrets et néanmoins amples en termes de prises de responsabilités. Pourtant, aux yeux des enseignants, aux yeux de l'entourage, voire aux yeux des parents des jeunes, ces engagements ne sont pas reconnus, ni même visibles, quand ils ne sont pas désapprouvés. Le monde scolaire n'a pas encore intégré le poids du travail fourni par certains lycéens pour «payer» leurs études, quand il ne le leur reproche pas. D'autres engagements de proximité non institués se multiplient dans les quartiers, des jeunes par exemple savent dénouer les «embrouilles» et le font régulièrement, mais ils sont peu visibles. Leur légitimité reste à conquérir<sup>13</sup>.

Plus que tous les autres, le domaine scolaire demeure l'espace obligé d'une reconnaissance pour les enfants et les jeunes. Sans doute est-ce la raison pour laquelle les institutions incitent ceux-ci à s'engager dans les instances de la vie scolaire et universitaire. Le monde scolaire est devenu le socle de l'enfance et de la jeunesse. Toute la vie des enfants, y compris le temps de loisirs, est organisée autour de ce pivot académique avec des conséquences sur le déroulement de toute leur vie. La validation des acquis, par exemple, repose sur le système de reconnaissance par le diplôme et non par la seule compétence. Or on sait que le dynamisme des jeunes, l'engagement, y compris des plus en difficulté, se joue autour des pratiques culturelles, musique ou danse hip-hop. Comment ces jeunes peuvent-ils faire valoir ces compétences d'organisation, de praticien, sans passer par les fourches Caudines d'un diplôme d'animateur? Comment peut être reconnu et pris en compte, dans un parcours personnel, le fait de s'être engagé dans des responsabilités familiales? N'est-ce pas en contradiction avec les principes selon lesquels l'émancipation et l'éducation du citoyen sont de

---

<sup>13</sup> Intervention de Mustapha Dassi, ADICE.

la responsabilité de l'école, à partir du savoir et en dehors de la famille? Peut-on envisager que soit bousculé le principe d'une reconnaissance académique, sous forme de l'équivalence d'un diplôme, dans la validation des acquis au profit d'une autre forme de reconnaissance, ce qui, au passage, permettrait de rendre aussi justice à ceux qui, en dehors du monde du travail dont ils sont exclus, investissent toute leur force ailleurs que dans le travail<sup>14</sup>? En ce sens, les jeunes qui « galèrent » plus ou moins et savent que le monde du travail salarié ne leur tend pas les bras inventent d'autres engagements à la lisière de leur vie personnelle et d'une vie professionnelle, à condition d'entendre ce terme en un sens beaucoup plus précaire, aléatoire, inventif<sup>15</sup>.

### **L'engagement inaccessible**

Les jeunes se mobilisent, s'engagent de manière plus fluctuante dans des configurations plus aléatoires que les générations précédentes; les décalages observés entre les jeunes et les institutions et les difficultés quotidiennes des jeunes sont des freins à l'engagement. Mais le poids immense, la responsabilité que représente l'« engagement » expliquent aussi que l'engagement puisse paraître inaccessible à certains. Ces termes, en effet, charrient des représentations lourdes. S'engageraient en effet des « citoyens » responsables, reconnus comme dignes de confiance par leurs concitoyens. On mériterait en quelque sorte le droit à s'engager. Et l'on s'engagerait soutenu par une vision du monde à moyen sinon long terme, dans un projet collectif de transformation sociale. Cela devient alors l'affaire d'une vie, d'une vie de « vrai citoyen », difficile, hors de portée. C'est en tout cas ce que signifient les réponses des jeunes, publics des missions locales, les plus en difficulté, à un questionnaire concernant la citoyenneté<sup>16</sup>. 23 % des jeunes interrogés ne se

---

<sup>14</sup> Cette recherche d'autres modes de reconnaissance que la seule valeur académique est une préconisation forte du groupe.

<sup>15</sup> ROULLEAU-BERGER L., « Villes en friches. Précarités, socialisations, compétences », *Futur antérieur*, n° 29, vol. III, 1995.

<sup>16</sup> DAUBECH N., DELJARRIE B., *Nous sommes aussi des citoyens! Regard de jeunes sur notre société*, enquête conduite par la Délégation interministérielle à l'insertion des jeunes et la Fondation Dexia-Crédit local, coll. « Documents », Le Cherche Midi, Dexia Éditions, Paris, octobre 2002.

considèrent pas comme citoyens. Ils le justifient par le fait qu'ils sont peu insérés et par le fait qu'ils ne votent pas. Les moins qualifiés, les moins insérés ne se reconnaissent pas le statut de citoyen. Leur conception de la citoyenneté est exigeante : pour eux, être citoyen, c'est être engagé. Mais cet engagement leur paraît impossible. « Je ne me sens pas capable de m'engager actuellement pour faire bouger, changer les choses autour de moi », répond un jeune au cours de l'enquête. Leurs propos décrivent un cercle vicieux : ceux se sentant en déficit de citoyenneté, parce qu'incapables de s'engager, finissent par ne pas se sentir dignes de s'engager ou pas prêts à le faire. Pour qu'ils s'engagent, il faut que leurs principaux problèmes soient résolus<sup>17</sup>. Ces réponses des jeunes rejoignent une remarque de Didier Lapeyronnie<sup>18</sup> mettant en avant le fait que, d'une part la jeunesse n'est pas l'âge où l'on prend des engagements au sens où l'on prend des chemins qui vont dessiner l'orientation et le sens de sa vie, et que, d'autre part, il faut des ressources personnelles suffisamment importantes pour pouvoir s'engager. S'engager devient alors un idéal du moi, un défi impossible, d'autant plus que les adultes ou les institutions renvoient en miroir aux jeunes ces mêmes exigences : tel responsable de collège s'étonne qu'un enfant difficile ou en grave échec postule à une fonction de délégué de classe, telle municipalité veut des interlocuteurs jeunes « au-dessus de tout soupçon ».

### **Confiance, méfiance, reconnaissance**

Pourtant plus les jeunes sont fragiles, exposés, plus l'engagement suppose de la croyance en soi, au sens d'une foi, d'une certitude intérieure quant à sa valeur personnelle et collective. Les opérateurs de terrain, animateurs, travailleurs sociaux, engagés auprès des jeunes insistent sur cette nécessité<sup>19</sup>. Pour que cette croyance en soi puisse se développer, il faut que le regard extérieur corresponde à un signe de confiance, établisse une relation dynamique. Le regard posé sur les jeunes devient ici essentiel. Ce moment de confiance peut décider de l'orientation d'une vie.

---

<sup>17</sup> DAUBECH N., DELJARRIE B., *Nous sommes aussi des citoyens !*, op. cit.

<sup>18</sup> Voir LAPEYRONNIE D., « L'engagement à venir », dans ce même ouvrage.

<sup>19</sup> Intervenants et participants à l'atelier ont été unanimes sur ce point.

Quand un employé municipal ou un élu font confiance pour une demande encore balbutiante, quand un professeur accepte de jouer l'intermédiaire pour obtenir un local sans exiger par avance un projet ficelé, c'est un moment de basculement non seulement parce que le jeune interlocuteur se sent valorisé, mais aussi parce que, au-delà de lui ou du groupe, cette confiance manifeste une rupture avec l'univers de stigmatisation, de méfiance dont les jeunes en difficulté sont victimes<sup>20</sup>. Ils sont objet de méfiance en tant que représentants d'une classe d'âge, mais aussi parce qu'ils incarnent le retour des « classes dangereuses ». « Jeunes des cités », « jeunes d'origine immigrée » sont en effet le plus souvent présentés dans les médias sous l'angle de la délinquance ou des risques qu'ils constituent dans la cité<sup>21</sup>. Plus encore que l'âge, c'est donc l'appartenance géographique, l'origine populaire qui « marque » les enfants et les jeunes. Il leur incombe alors de donner des assurances aux adultes et aux institutions, quitte parfois à se trouver en décalage vis-à-vis de leurs pairs. La confiance des adultes doit parfois être gagnée par les jeunes au prix d'un aménagement de leur position vis-à-vis des autres jeunes. L'élève du collège doit être reconnu par les adultes pour être considéré comme un « vrai délégué ». Il est là, aux yeux de beaucoup d'éducateurs, pour transmettre l'éthos scolaire plus que pour représenter avant tout les problèmes des enfants de sa classe. Faute de se sentir « digne » de cet engagement aux yeux des adultes, faute d'être reconnu comme un interlocuteur, il restera sur la réserve ou bien empruntera d'autres chemins pour représenter les intérêts de ses camarades : revendications insolentes, chahut. Il se situera alors hors du cadre institué car, aux yeux de beaucoup d'élèves, ce cadre est construit par des adultes et il reste marqué par une logique étroitement scolaire. Bien des élèves ont l'impression qu'ils ne peuvent faire prendre en compte l'ensemble de leur vie et de leurs intérêts d'enfants, y compris d'enfants socialement situés.

Les problèmes que peuvent rencontrer les plus âgés sont quelque peu différents, mais participent de cette ambiguïté dans la construction d'une reconnaissance. Michel Kokoreff, après dix ans d'observation de terrain, a bien montré comment

---

<sup>20</sup> Intervention de Stéphane Méterfi.

<sup>21</sup> Conseil national de la jeunesse, *L'image des jeunes dans les médias*, Publication de l'INJEP n° 67, INJEP, Marly le Roi, 2004.

des initiatives, des projets, des modes de solidarité existaient dans les cités, mais avaient du mal à être reconnus comme légitimes, par manque de confiance dans les jeunes. L'auteur montre comment l'engagement est en fait quotidien dans les cités à travers les solidarités de proximité, le désir de changer la vie quotidienne<sup>22</sup>. Olivier Masclat, quant à lui, enquête « sur un rendez-vous manqué » entre les jeunes des cités et la gauche. Au lieu de donner vie et de prendre appui sur ces jeunes qui se mobilisent et cherchent à faire évoluer les institutions et les modalités de la vie politique, ceux-ci « se sont vus peu à peu éliminés ou maintenus dans des positions subalternes ». « Ainsi, qu'elles que soient leur trajectoire scolaire et professionnelle et leur "mérite" politique, les "beurs" ont été ramenés à leur catégorie d'origine, c'est-à-dire à l'image négative qui lui est attachée (...). Dans le cas des militants des cités dotés d'un faible capital scolaire, la discrimination est redoublée par le durcissement des logiques sociales du recrutement politique<sup>23</sup> ». Une partie de la littérature sociologique de ces dernières années tente de circonscrire à la fois les difficultés de ces rencontres entre les jeunes de milieux populaires et les institutions (méfiance, stigmatisation et instrumentalisation), et la complexité des processus à l'œuvre pour lesquels le prêt-à-porter conceptuel est loin d'être épuisé. « Du côté de la recherche, on est en quête d'outils conceptuels, on tente d'ajuster les focales d'observation, on tâtonne sur des grilles d'interprétation où tout ne serait pas joué d'avance. Du côté des institutions, la situation est confuse, indécise et souvent référencée aux seules sources médiatiques<sup>24</sup> ».

### **Favoriser l'engagement des jeunes en difficulté**

On l'aura compris, favoriser l'engagement des jeunes suppose que soient construits entre les jeunes et les adultes, à travers les institutions et les espaces politiques, de véritables

---

<sup>22</sup> KOKOREFF M., *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, op. cit.

<sup>23</sup> MASCLAT O., *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, op. cit.

<sup>24</sup> BOUCHER M., VULBEAU A., (dir.), *Émergences culturelles et jeunesse populaire. Turbulences ou médiations ?*, op. cit. L'ensemble des contributions de cet ouvrage abordent cette question de la reconnaissance des jeunes comme ressource.

espaces de dialogue intergénérationnel fondé, sinon sur une confiance, au moins sur une volonté de compréhension mutuelle, pour élaborer un travail en commun, pour éclairer les enjeux des uns et des autres, comprendre les intérêts en cause, lever les malentendus. Cela exige des adultes et des institutions engagés d'apporter des preuves de leur volonté de faire de la place aux jeunes les moins proches d'eux. Il faut aussi, pour cela, des professionnels qualifiés capables d'accompagner les jeunes pour qu'ils puissent conquérir une place légitime sur l'espace public aux côtés des générations précédentes, sans chercher à éviter les conflits inhérents à la confrontation démocratique. Conquérir une place, devenir un interlocuteur suppose en effet un processus d'apprentissage avec des échecs et des réussites. Irait-on jusqu'à accepter que l'engagement soit un apprentissage progressif pour élaborer ses représentations du monde, évaluer son environnement, les forces en présence, les valeurs que l'on veut défendre ou incarner ?

Les générations antérieures faisaient cet apprentissage au sein du monde associatif, des syndicats dans un cadre assez défini. L'incantation à la participation, à l'engagement dans une société fragmentée risque, si l'on ne prend pas en compte cette dimension d'apprentissage, d'apparaître, non pas comme un processus de co-construction collective et individuelle, mais comme un moment magique où se rejoindraient sans conflits ni déchirements des « envies d'agir » immédiatement conformes aux vœux des institutions et tout de suite efficaces. Par exemple, apprendre à représenter les élèves dans le cadre scolaire n'est pas réductible à la connaissance des droits et des devoirs, ni aux codes en usage dans un établissement. Pour se faire entendre, participer à la rédaction d'un magazine scolaire peut être tout aussi important<sup>25</sup>. Il s'agit bien de prendre appui sur une expérience personnelle, mutualisée avec d'autres pour en tirer un savoir pratique, que l'on pourra utiliser au service de son engagement. C'est bien à cela que devraient s'atteler les adultes en charge de l'accompagnement et de la formation des délégués de classe. L'expérience de l'ANACEJ (Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes), qui apprend à des enfants et des jeunes à affronter le monde local politique pour y faire valoir leurs propres options politiques, est une des

---

<sup>25</sup> Intervention de Patrick Berthelot et de Sylvane Fanjul.

expériences qui illustrent bien cette dimension complexe d'aller et retour entre la compréhension du monde des adultes et l'élaboration de revendications de jeunes légitimes et reconnues comme telles.

L'accompagnement dans le travail réalisé avec les jeunes en difficulté qui s'engagent dans un Service volontaire européen court permet aussi de mieux comprendre à quel point l'engagement dans une aventure de ce type exige que l'on puisse partir de «qui l'on est», sans retenir comme seuls critères ceux de la réussite et de la performance classiques. Les grilles d'évaluation élaborées par les accompagnateurs de l'association ADICE, dont le travail consiste à permettre aux jeunes d'advenir à leur désir, à la reconnaissance par eux-mêmes de leurs compétences, à la représentation de leur utilité sociale et de leur citoyenneté active, sont là pour témoigner de ce qui s'affirme, bouge, progresse ou pour révéler des obstacles imprévus. Ce type de travail mené en amont du départ à l'étranger, ainsi qu'au retour, avec un suivi attentif pendant le séjour, doit retenir l'attention, parce qu'il est interactif, qu'il ne repose pas sur les seuls critères factuels ou cognitifs, mais bien sur un parcours<sup>26</sup>.

On le voit, l'élaboration de la vision du monde, de la parole d'une génération marquée par de profonds bouleversements sociétaux, notamment en ce qui concerne la répartition du travail, demande du temps, des efforts, du débat. C'est en ce sens que permettre aux jeunes de disposer de temps, d'espaces spécifiques n'est pas contradictoire avec une confrontation intergénérationnelle. Cela est sans doute une condition préalable pour qu'elle puisse advenir sans trop de leurres. De même qu'un adulte n'en n'a jamais terminé avec la construction de sa vie, de ses apprentissages, les jeunes, quelles que soient leurs difficultés, ont droit au respect de cet apprentissage essentiel : celui de devenir acteurs de leur vie personnelle, collective, politique, sujets de leur histoire et pas seulement objets de politiques.

---

<sup>26</sup> Intervention de Mustapha Dassi.